

COUVERTURE EXCLUSIVE DU VIRUS DU PCC

Comment le Parti communiste chinois met le monde en danger

La dissimulation du Parti communiste chinois a conduit à une pandémie qui menace maintenant la vie des gens du monde entier. Que s'est-il réellement passé et quelles leçons pouvons-nous en tirer ?

LIRE LA SUITE ▶



Comment la dissimulation de Pékin a conduit à une pandémie mondiale

PAGE 2



21 millions d'utilisateurs de téléphones portables en moins en Chine pourrait suggérer un nombre plus élevé de décès

PAGE 3



Chronologie de la dissimulation par le PCC et actions du Canada et de Taïwan

PAGE 4



La pandémie met en évidence les liens étroits entre le régime chinois et les pays les plus touchés

PAGE 6



Un législateur américain demande un procès contre la Chine devant la Cour internationale pour avoir dissimulé l'épidémie

PAGE 6



Pékin utilise 10 000 faux comptes Twitter pour répandre de la propagande sur la pandémie

PAGE 8

ÉDITORIAL

Pourquoi le Coronavirus devrait être appelé le virus du PCC

EPOCH TIMES
ÉQUIPE ÉDITORIALE

Il y a eu récemment une controverse au sujet du nom du virus qui a déclenché la pandémie. Le Parti communiste chinois (PCC) préfère le terme « nouveau coronavirus ». D'autres l'ont appelé « virus de Wuhan » en référence à son lieu d'origine, comme il est courant de le faire pour nommer les maladies.

Epoch Times suggère un nom plus précis – le « virus du PCC » – en référence au Parti communiste chinois, et nous vous invitons à vous joindre à nous pour adopter ce nom.

Ce nom tient le Parti communiste chinois (PCC) pour responsable de son mépris inconsidéré pour la vie humaine et de l'apparition de la pandémie qui met en danger les pays du monde entier, crée une panique généralisée et dévaste l'économie.

Après tout, les responsables du Parti communiste savaient depuis le début du mois de décembre que le virus était apparu à Wuhan, mais ils sont restés bouche cousue pendant six semaines. Ils ont arrêté ceux ayant tenté de sonner l'alarme, les accusant de répandre des « rumeurs », et ont utilisé la vigoureuse censure du régime pour empêcher toute couverture médiatique et toute mention du virus sur les médias sociaux.

Ce qui aurait pu être contenu a été laissé silencieusement se répandre dans toute la Chine. Des personnes qui auraient pu se



Le personnel médical transfère un patient infecté par le coronavirus d'une ambulance à un hôpital de Séoul, en Corée du Sud, le 9 mars 2020.

protéger en sont devenues victimes – et en nombre bien plus important que ce que le PCC a admis. Fin janvier, il a été rapporté que tous les fours crématoires de Wuhan fonctionnaient 24 heures sur 24, sept jours sur sept, pour incinérer les cadavres.

Par ailleurs, les mesures prises pour mettre en quarantaine et traiter la population de Wuhan ont été grotesquement inhumaines. Des immeubles d'habitation ont été condamnés. Des « hôpitaux » temporaires ont été créés, et ont servi en fait de prisons pour ceux que l'on croyait atteints du virus. Enfermés dans ces lieux sans traitement médical et avec peu de nourriture, les malheureux y ont été piégés jusqu'à leur mort.

Mais face à ce virus, le déni n'est pas acceptable. Le monde a besoin de connaître son origine et le PCC a refusé de coopérer. Les experts étrangers n'ont pas été autorisés à entrer à Wuhan.

Et l'inquiétude concernant les activités de l'Institut de virologie de Wuhan – le seul laboratoire P4 de Chine, destiné à manipuler des agents hautement pathogènes facilement transmissibles – est légitime. Les explications officielles sur l'origine du virus ayant été réfutées, certains se sont demandé s'il ne s'était pas échappé de l'Institut.

Alors que les questions sur l'origine du virus demeurent sans réponse, le PCC a avancé une accusation farfelue selon

laquelle les États-Unis auraient introduit le virus en Chine. Le monde entier a accueilli l'allégation avec perplexité, voire avec ridicule. Le président Donald Trump l'a repoussée en parlant de « virus chinois ».

Mais les accusations contre les États-Unis lancées par le Parti étaient probablement destinées à son auditoire national. Le PCC a fait du peuple chinois sa victime en niant dès le début l'existence du virus et cherche à en faire de nouveau sa victime en réécrivant le récit de ses crimes.

C'est pourquoi le nom de « virus du PCC » est nécessaire pour distinguer les victimes de l'agresseur. Les habitants de Wuhan et de la Chine sont les victimes de l'arrogance et de l'incompétence du Parti dans cette pandémie virale.

Le nom de virus du PCC sonne également comme un avertissement : les nations et les individus proches du régime communiste chinois ont été les premiers à souffrir des effets du virus, comme l'ont montré les infections qui ont fait rage en Iran, proche allié du PCC, et en Italie, seul pays du G7 à avoir adhéré à l'initiative Belt and Road. Taïwan et Hong Kong, très méfiants à l'égard du PCC, sont demeurés épargnés.

Enfin, l'appellation « virus du PCC » rappelle aux peuples du monde que la source du virus est elle-même maléfique. Il s'agit d'un virus communiste, et avec ce nom, *Epoch Times* rappelle au monde le remède : mettre fin au règne du Parti communiste chinois.



LISEZ CE QUE D'AUTRES TAISENT

Le journal indépendant d'Amérique du Nord qui connaît la croissance la plus rapide et qui offre : VÉRITÉ et TRADITION

THE EPOCH TIMES

VÉRITÉ et TRADITION

Voir la dernière page pour l'offre spéciale !

THE EPOCH TIMES

Publié dans
35 pays et 23 langues.

À PROPOS DE NOUS

Epoch Times est une organisation médiatique dédiée à la recherche de la vérité par un journalisme perspicace et indépendant.

Hors d'intérêt politique et de recherche du profit, notre point de départ et notre but sont de créer un média qui puisse bénéficier au public et être véritablement responsable envers la société.

Nous nous efforçons d'éduquer les lecteurs sur les sujets actuels les plus importants, en cherchant à élargir et élever les esprits. Nous croyons qu'un débat rationnel, équilibré est essentiel pour favoriser une démocratie saine et une société compatissante.

En tant que média indépendant, nous utilisons notre liberté pour enquêter sur des questions négligées – ou évitées – par d'autres médias. Nous misons sur la recherche de solutions et sur ce qui est bon dans la société, plutôt que sur ce qui nous divise.

Nous faisons des reportages avec respect, compassion et rigueur.

Nous nous opposons à la destruction causée par le communisme, y compris les dommages infligés par ce dernier aux cultures du monde entier.

Nous sommes inspirés à faire cela sur la base de notre propre expérience. Epoch Times a été fondé en 2000 pour apporter des nouvelles honnêtes et non censurées aux personnes opprimées par les mensonges et la violence dans la Chine communiste.

Nous continuons de croire que le journalisme est une vocation noble, mais seulement lorsqu'il cherche véritablement à servir la communauté et à favoriser son épanouissement. Dans tout ce que nous faisons, nous nous tiendrons aux plus hauts standards d'intégrité.

Ceci est notre promesse.

DIRECTION

Cindy Gu, éditrice
Jason Loftus, éditeur adjoint

ÉDITIONS

Toronto
344, rue Consumers
Toronto ON M2J 1P8
Téléphone : 416 298-1933

Vancouver
530, E Kent Ave S
Vancouver C-B V5X 4V6
Téléphone : 604 438-8183

Ottawa
60-A Larkspur Drive
Ottawa ON K2H 6L1
Téléphone : 613 820-2580

Edmonton
10123, 157 Street, bureau 205
Edmonton AB T5P 2T9
Téléphone : 780 428-8657

Calgary
1916, 30 Ave NE, bureau 3
Calgary AB T2E 7B2
Téléphone : 403 250-5942

Montréal
1099, rue Clark
Montréal QC H2Z 1K3
Téléphone : 514 931-0151

Saskatoon
115, 2nd Ave North, bureau 115B
Saskatoon SK S7K 2B1
Téléphone : 306 250-8569

ABONNEMENTS

Téléphone : 1 800 766-0157
Visitez : ReadEpoch.ca

PUBLICITÉ

Toronto
647 899-8748
toronto.advertising@epochtimes.com

Vancouver
604 438-8183
cawest_ads@epochtimes.com

Ottawa
613 853-7494
ottawa_ads@epochtimes.com

Edmonton
780 428-8657
edmonton.ca@epochtimes.com

Calgary
403 250-5942
calgary.ca@epochtimes.com

Montréal
514 931-0151
montreal_sales@epochtimes.com

Saskatoon
306 202-6916
saskatoon@epochtimes.com

RÉDACTEURS

Matthew Little, Cindy Chan,
Joan Delaney, Omid Ghoreishi,
Rahul Vaidyanath, Justina Reichel,
Chrisy Trudeau et Sandra Shields.

Écrire à la rédaction :
letters_ca@epochtimes.com

Commentaires :
newsdesk@epochtimes.com

fr.TheEpochTimes.com

Note de la rédaction

Nous espérons que vous vous portez bien. Nous vivons actuellement une période difficile, et ce numéro spécial préparé en collaboration avec l'édition anglophone a pour but d'expliquer les raisons pour lesquelles nous vivons une telle situation.

Au Canada, la vie quotidienne est bouleversée alors que les gouvernements tentent de freiner la propagation du virus du Parti communiste chinois (PCC) (voir en page 1 *Pourquoi le coronavirus devrait être appelé le virus du PCC*).

Des entreprises ont dû fermer et plusieurs ont perdu leur emploi presque sans préavis. Bien que le gouvernement s'efforce de soutenir la population, de nombreux ménages sont soudainement confrontés à l'incertitude économique et à des temps difficiles. Le marché boursier ayant fait un plongeon vertigineux suite à la pandémie, l'épargne-retraite de nombreuses personnes pourrait être menacée.

Ces moments nous mettent à l'épreuve. Dans des conditions inhabituelles comme celles-ci, nos pensées pourraient se tourner vers l'essentiel.

En fin de compte, n'est-ce pas le caractère et la moralité qui sont importants? Si notre expérience face au virus du PCC nous incite à regarder en soi et à nous demander comment nous pouvons devenir de meilleures personnes, alors peut-être aurons-nous trouvé une bénédiction dans ce chaos.

L'immoralité et la corruption du régime chinois sont des facteurs qui aident à expliquer cette pandémie.

Si le PCC avait fait preuve de compassion pour le peuple chinois et s'il avait agi honnêtement et ouvertement, une grande partie de la Chine, et du monde, aurait pu être épargnée de cette calamité.

Une étude récente de l'Université de Southampton a révélé que si « des interventions non thérapeutiques, telles que le dépistage précoce, l'isolement des personnes infectées, les restrictions de voyage et un cordon sanitaire [...], avaient été instaurées une semaine, deux semaines ou trois semaines plus tôt, le nombre de cas aurait pu être réduit de 66 %, 86 % et 95 %, limitant considérablement la propagation géographique de la maladie ».

Plutôt que cela, le PCC, par souci de maintenir son pouvoir, a, pendant six semaines, censuré l'information relative à cette nouvelle maladie hautement contagieuse semblable au SRAS, permettant ainsi à des millions de personnes de l'épicentre, Wuhan, de voyager dans le reste de la Chine. Ainsi, le virus s'est rapidement répandu dans toute la Chine ainsi que dans le monde entier.

Aujourd'hui, le PCC mène une campagne de propagande prétendant avoir été un modèle exemplaire dans la lutte contre la maladie. Dans cette même campagne de désinformation, il insinue que le virus proviendrait des États-Unis.

Cette édition spéciale remet les pendules à l'heure. Nous croyons qu'en saisissant pourquoi le virus du PCC a fait tant de ravages, il est possible de saisir la nécessité de rejeter le Parti communiste chinois et ses mensonges contagieux, son égoïsme et sa soif de pouvoir.

Comment la dissimulation de Pékin a conduit à une pandémie mondiale

NICOLE HAO

THE EPOCH TIMES

La pandémie qui fait des ravages maintenant dans le monde a débuté comme une petite épidémie dans la ville de Wuhan, au centre de la Chine.

Au début décembre 2019, lorsque 27 personnes ont été hospitalisées en raison d'une mystérieuse pneumonie, huit médecins ont tenté d'aviser leurs collègues sur les médias sociaux.

Lorsque les messages en ligne sont devenus viraux, les censeurs les ont supprimés. La police locale a ensuite convoqué les médecins pour un avertissement verbal, exigeant qu'ils signent une déclaration promettant de ne plus répandre d'autres « rumeurs ». C'est ainsi qu'a commencé la dissimulation par le Parti communiste chinois (PCC) de l'une des épidémies les plus meurtrières dans l'histoire contemporaine.

Des révélations issues de récentes études médicales, d'enquêtes de médias et de déclarations des responsables du gouvernement chinois eux-mêmes illustrent comment la tromperie et la mauvaise gestion du PCC ont permis à la maladie de se propager.

Une récente étude publiée dans la revue *Science* a examiné les données de 375 villes chinoises et a estimé que 86 % de toutes les infections dans Wuhan n'avaient pas été documentées avant les restrictions de voyage et les mesures de confinement adoptées par les autorités locales le 23 janvier. Cela a contribué à la propagation rapide du virus à l'échelle mondiale, ont conclu les scientifiques.

La réponse initiale

Dans son rapport initial confirmant la présence d'une épidémie d'un nouveau virus, la Commission de la santé de Wuhan a d'abord déclaré que le premier patient avait présenté des symptômes le 12 décembre 2019. La commission a ensuite révisé la date au 8 décembre, sans explication. Mais une étude basée sur les données des hôpitaux de Wuhan publiée dans la revue médicale *The Lancet* a révélé que le premier patient a présenté des symptômes le 1^{er} décembre. La Commission de la santé de Wuhan n'a pas révélé l'épidémie au public avant le 31 décembre. Pendant ce temps, les autorités ont minimisé la menace du virus.

Dans une interview accordée le 10 janvier au *Quotidien du peuple*, le porte-parole du PCC, Wang Guangfa, l'un des plus grands spécialistes des maladies respiratoires de la Commission nationale de la santé, a assuré au public que la maladie pouvait être contenue.

Le manque de précautions

Le gouvernement de Wuhan a



HECTOR RETAMAL/AFP VIA GETTY IMAGES

Une fonctionnaire en costume de protection examine un homme âgé qui s'est effondré dans une rue près d'un hôpital à Wuhan le 30 janvier 2020.

poursuivi ses activités comme si de rien n'était. La Ville n'a pas contrôlé les passagers ni pris leur température corporelle dans les aéroports, les gares ferroviaires, les gares routières et les terminaux maritimes avant le 14 janvier. La Ville a également permis la tenue de grands rassemblements. Le 18 janvier, le complexe résidentiel de Baibuting, dans le district de Jiang'an, une subdivision administrative de la ville de Wuhan, a organisé un grand banquet pour le Nouvel An lunaire, auquel ont participé plus de 40 000 familles.

Les habitants de Baibuting ont déclaré plus tard à *Epoch Times* qu'après avoir assisté au banquet, des dizaines de personnes ont contracté la COVID-19.

En préparation des festivités du Nouvel An lunaire, de nombreux Chinois, ignorant que le virus était contagieux, ont voyagé à travers le pays ou à l'étranger pour passer du temps avec leur famille.

Le maire de Wuhan a révélé qu'au moment où la ville a été mise en quarantaine le 23 janvier, cinq millions d'habitants l'avaient déjà quittée.

La transmission humaine

Les autorités chinoises ont d'abord nié que la maladie puisse être transmise entre humains. L'Organisation mondiale de la santé (OMS), citant des recherches chinoises, a déclaré le 14 janvier qu'il n'y avait « aucune preuve évidente » de transmission d'humain à humain.

Quelques jours plus tard, le 20 janvier, le régime chinois a finalement admis que le virus était contagieux. Mais les autorités connaissaient le potentiel de propagation du virus bien avant.

En décembre, une femme qui n'avait jamais visité le marché alimentaire de Wuhan – que les autorités ont initialement lié à l'épidémie – a été diagnostiquée après que son mari, qui travaillait au marché, a contracté le virus. Le mari, qui est décédé le 9 janvier, a été le premier décès confirmé en Chine lié au virus.

Laurie Garrett, experte en matière d'épidémies et ancienne journaliste lauréate du prix Pulitzer, connue pour sa couverture de l'épidémie

d'Ebola de 1995, a déclaré que le régime chinois avait également dissimulé l'épidémie du SRAS (syndrome respiratoire aigu sévère) en 2002 et 2003.

Le camouflage

Dès le début de l'épidémie, le régime a sous-déclaré les chiffres relatifs aux infections et au nombre de décès. À la mi-janvier, les autorités de Wuhan ont signalé seulement 41 cas alors que la Thaïlande et le Japon signalaient leurs premières infections chez des personnes qui s'étaient rendues à Wuhan.

Le nombre d'infections à Wuhan, quant à lui, est resté inchangé entre le 12 et le 16 janvier. Les chercheurs ont suggéré qu'étant donné le nombre de cas étrangers à ce moment-là, les infections à Wuhan seraient sensiblement plus élevées que le nombre officiellement déclaré.

Epoch Times a également obtenu des documents internes de différents gouvernements locaux en Chine, révélant comment les données ont été dissimulées.

Dans la province du Shandong, le Centre de contrôle des maladies (CDC) local a tenu un décompte interne du nombre d'échantillons qui se sont révélés positifs pour le virus lors des tests d'acide nucléique. En février, le nombre quotidien d'échantillons positifs était systématiquement inférieur au nombre de cas officiellement déclarés par la Commission nationale de la santé.

Dans la province du Liaoning, dans le nord-est du pays, à des milliers de kilomètres de l'épicentre du virus, les autorités ont demandé à

leurs municipalités de détruire les documents et les données liés à l'épidémie.

Les fonctionnaires ont également dû signer des lettres promettant de supprimer de leurs appareils personnels des documents pouvant être compromettants et s'engageant à ne pas partager le contenu des documents avec qui que ce soit.

Certains responsables locaux ont également révélé publiquement comment les « responsables » du Parti ont fait obstacle à leurs réponses à l'épidémie.

Lors d'une conférence de presse tenue le 28 janvier, le chef du Parti de Wuhan, Ma Guoqiang, a déclaré que le gouvernement central n'avait pas autorisé le CDC du Hubei à diagnostiquer la maladie avant le 16 janvier; auparavant, les échantillons des patients devaient être envoyés à Pékin pour être testés. Même à ce moment, le CDC du Hubei n'avait que la capacité d'effectuer environ 300 tests par jour, a-t-il dit.

De même, le maire de Wuhan, Zhou Xianwang, a reproché à ses supérieurs de mal gérer la crise.

Lors d'un programme d'information diffusé sur la chaîne publique CCTV le 27 janvier, M. Zhou a déclaré que le gouvernement central avait pris la décision de ne pas divulguer des informations sur l'épidémie.

« Les informations sur l'épidémie n'ont pas été divulguées en temps voulu. [...] En tant que chef d'un gouvernement local, je ne pouvais que publier les informations après avoir reçu l'autorisation des autorités [du gouvernement central] », a déclaré M. Zhou.



Des policiers montent la garde à la gare de Pékin le 27 janvier 2020.

NICOLAS ASFOURI/AFP VIA GETTY IMAGES

21 millions d'utilisateurs de téléphones portables en moins en Chine pourrait suggérer un nombre plus élevé de décès

NICOLE HAO
THE EPOCH TIMES

Plus de 21 millions de comptes de téléphones portables en Chine ont été résiliés au cours des trois derniers mois alors que 840 000 lignes fixes ont été fermées, ont annoncé les autorités de Pékin le 19 mars. Les décès attribuables au virus du PCC pourraient avoir contribué à ce grand nombre de fermetures de comptes.

Le téléphone portable est un élément indispensable de la vie en Chine.

« Le niveau du numérique est très élevé en Chine. Les gens ne peuvent pas survivre sans un téléphone portable », a déclaré Tang Jingyuan, un spécialiste des affaires chinoises basé aux États-Unis, au journal *The Epoch Times* le 21 mars. « Traiter avec le gouvernement pour les pensions et la sécurité sociale, acheter des billets de train, faire des courses... peu importe ce que les gens veulent faire, ils sont obligés d'utiliser des téléphones portables. »

« Le régime chinois exige que tous les Chinois utilisent leur téléphone portable pour générer un code sanitaire. Ce n'est qu'avec ce code que les Chinois sont autorisés à se déplacer en Chine », a déclaré M. Tang. « Il est impossible pour une personne de se séparer de son numéro de téléphone portable. »

Le 1^{er} décembre 2019, la Chine a introduit l'obligation de procéder à des scanners faciaux pour confirmer l'identité de la personne qui enregistre le téléphone. Dès le 1^{er} septembre 2010, la Chine avait exigé que tous les utilisateurs de téléphones portables enregistrent leur téléphone avec leur véritable identification (ID), ce qui permet à l'État de contrôler les conversations téléphoniques grâce à son système de surveillance à grande échelle.

En outre, les Chinois doivent regrouper leurs comptes bancaires et leur compte de sécurité sociale sur leur numéro de téléphone portable, car toutes les applications de ces services sont capables de détecter la carte SIM du téléphone et de vérifier ensuite, avec la base de données de l'État, que le numéro appartient bien à la personne.

Le 10 mars, Pékin a lancé les premiers codes sanitaires basés sur le téléphone portable. Tous les Chinois doivent installer une application et enregistrer leurs informations de santé personnelles. L'application peut ensuite générer un code QR, qui peut se présenter sous trois couleurs, pour classer le statut de santé des personnes. La couleur rouge signifie que la personne est atteinte d'une maladie infectieuse. La jaune signifie que la personne pourrait avoir une maladie infectieuse. Le vert signifie que la personne



Un agent de sécurité consulte son téléphone portable alors qu'il surveille l'entrée d'un centre commercial quasiment vide de Pékin, en Chine, le 27 février 2020.

n'a pas de maladie infectieuse.

Pékin a affirmé que le code sanitaire vise à prévenir la propagation du virus du PCC (Parti communiste chinois), communément appelé nouveau coronavirus.

Fermeture de 21 millions de comptes de téléphonie mobile

Le 19 mars, le ministère chinois de l'Industrie et des Technologies de l'information (MIIT) a annoncé le nombre d'utilisateurs de téléphones de chaque province en février. Par rapport à l'annonce précédente, publiée le 18 décembre 2019 pour les données de novembre 2019, le nombre d'utilisateurs de téléphones portables et de téléphones fixes a chuté de façon spectaculaire. Au cours de la même période l'année précédente, le nombre de comptes avait augmenté.

Le nombre d'utilisateurs de téléphones portables est passé de 1,600957 milliard à 1,579927 milliard, soit 21,03 millions de moins. Le nombre d'utilisateurs de téléphones fixes est passé de 190,83 millions à 189,99 millions, soit 840 000 de moins.

À titre de référence, l'année précédente, le nombre avait augmenté. Selon les annonces du MIIT du 20 décembre 2018 et du 26 mars 2019, le nombre d'utilisateurs de téléphones portables a augmenté en février 2019, passant de 1,5591 milliard à 1,5835 milliard, soit 24,37 millions de plus. Le nombre d'utilisateurs de téléphones fixes est passé de 183,477 millions à 190,118 millions, soit 6,641 millions de plus.

Selon le Bureau national des statistiques de Chine, la population du pays à la fin de 2019 était supérieure de 4,67 millions à celle de 2018, et atteignait 1,40005 milliard d'habitants.

La diminution du nombre d'utilisateurs de téléphones fixes en 2020 pourrait être attribuable à la quarantaine nationale de février, au cours de laquelle les petites entreprises ont été fermées. Mais la baisse du nombre d'utilisateurs de téléphones portables ne

peut pas s'expliquer de cette façon.

Selon les données d'exploitation des trois opérateurs de téléphonie mobile chinois, le nombre de comptes de téléphonie mobile a augmenté en décembre 2019, mais a fortement baissé en 2020.

China Mobile est le plus grand opérateur et détient environ 60 % du marché chinois des téléphones portables. Elle a déclaré avoir perdu 7,254 millions de comptes de téléphones portables en février et 0,862 million en janvier. Mais en décembre 2019, elle avait gagné 3,732 millions de nouveaux utilisateurs.

La performance de China Mobile au début de l'année 2019 a été positive. Elle comptait 2,411 millions de nouveaux utilisateurs en janvier 2019 et 1,091 million de plus en février 2019.

China Telecom est le deuxième plus grand opérateur et détient environ 21 % du marché. Elle a perdu 5,6 millions de clients en février 2020 et 0,43 million en janvier 2020.

En 2019, elle a gagné 1,18 million de clients en décembre, 2,96 millions en février et 4,26 millions en janvier.

China Unicom, qui n'a pas encore publié ses informations pour le mois de février, partage la même expérience que les deux autres opérateurs de télécommunications en janvier 2020 et au début de 2019. La société a perdu 1,186 million de clients en janvier 2020, mais a gagné 1,962 million de clients en février 2019 et 2,763 millions de clients en janvier 2019.

La Chine autorise chaque adulte à solliciter au maximum cinq numéros de téléphone portable. Depuis le 10 février, la majorité des étudiants chinois ont suivi des cours en ligne avec un numéro de téléphone portable en raison de la fermeture de leurs écoles. Les comptes de ces étudiants sont au nom de leurs parents, ce qui signifie que certains parents ont dû ouvrir un nouveau compte téléphonique en février.

L'analyse des chiffres

La question principale est de savoir si la chute spectaculaire du nombre de comptes de téléphone portable correspond aux fermetures des comptes des personnes qui sont mortes à cause du virus du PCC.

« Il est possible que certains travailleurs migrants avaient deux numéros de téléphone portable auparavant. Le premier est celui de leur ville d'origine et le second celui de la ville où ils travaillent. En février, ils ont peut-être fermé le numéro de la ville où ils travaillaient parce qu'ils ne pouvaient pas s'y rendre », a déclaré M. Tang. En général, les travailleurs migrants se rendent dans leur ville d'origine pour le Nouvel An chinois en janvier, puis des restrictions de voyage les ont empêchés de retourner dans la ville où ils travaillaient.

Cependant, comme il y a des frais mensuels de base pour détenir un compte de téléphone portable en Chine, la majorité des travailleurs migrants – le groupe aux revenus les plus faibles – a probablement gardé un seul compte de téléphone portable.

Le 29 avril 2019, le Bureau national chinois des statistiques a annoncé que la Chine comptait 288,36 millions de travailleurs migrants.

Le 17 mars, Meng Wei, porte-parole de la Commission nationale chinoise pour le développement et la réforme, a déclaré lors de la conférence de presse mensuelle de Pékin qu'à l'exception du Hubei, toutes les provinces ont annoncé que plus de 90 % des entreprises avaient repris leurs activités. Dans le Zhejiang, Shanghai, le Jiangsu, le Shandong, le Guangxi et Chongqing, presque toutes les entreprises ont repris leur production.

Si le nombre de travailleurs migrants et le niveau d'emploi sont exacts, plus de 90 % des travailleurs migrants sont retournés au travail.

Les bouleversements économiques provoqués par les fermetures d'entreprises en Chine ont peut-être aussi conduit certaines personnes disposant d'un téléphone portable supplémentaire à y renoncer. Les affaires étant mauvaises ou interrompues, ils n'ont pas voulu supporter cette dépense supplémentaire.

« Pour l'instant, nous ne connaissons pas tous les détails concernant ces données. Si seulement 10 % des comptes de téléphones portables ont été fermés parce que les utilisateurs sont morts à cause du virus du PCC, le bilan serait de deux millions de morts », a conclu M. Tang.

Faute de données, le bilan du virus du PCC en Chine est un mystère. L'annulation de 21 millions de lignes de téléphones portables fournit une information qui laisse penser que le nombre réel pourrait être bien plus élevé que le nombre officiel.

Pékin utilise 10 000 faux comptes Twitter pour répandre de la propagande sur la pandémie

FRANK FANG
THE EPOCH TIMES

Selon une étude récente, le régime chinois utilise des milliers de faux comptes Twitter et de comptes Twitter piratés pour mener sa campagne de désinformation sur le virus du PCC.

Dans une étude publiée le 26 mars, le média à but non lucratif ProPublica, basé à New York, a suivi plus de 10 000 comptes Twitter suspectés d'être faux ou piratés et a découvert qu'ils étaient « impliqués dans une campagne d'influence coordonnée ayant des liens » avec le régime chinois depuis le mois d'août 2019.

Beaucoup de ces comptes qui visaient auparavant les dissidents politiques et les manifestations de Hong Kong commencent maintenant à publier « de la propagande et de la désinformation sur l'épidémie du coronavirus », selon ProPublica.

Epoch Times désigne le nouveau coronavirus, responsable de la maladie du Covid-19, comme le « virus du PCC », car la dissimulation et la gestion déplorable du Parti communiste chinois (PCC) ont permis au virus de se propager dans toute la Chine et de créer une pandémie mondiale.

Ces 10 000 comptes n'ont pas agi de manière indépendante. À l'aide de programmes informatiques, ProPublica a découvert que ces faux comptes faisaient partie d'un

réseau interconnecté de plus de 2000 comptes.

Cependant, ProPublica a lancé un avertissement : « L'ampleur réelle de cette campagne est probablement beaucoup plus importante ; notre enquête montre que les comptes que nous avons identifiés ne représentent qu'une partie de l'opération. »

Tactiques

Les faux témoignages visent à créer « un *momentum* pour des histoires particulières », explique ProPublica. D'abord, les comptes centraux, ceux ayant « des histoires en apparence plus légitimes », créaient des messages accrocheurs. Ensuite, d'autres comptes, interagissant avec ces messages, par exemple en les republiant ou en les commentant positivement.

Qu'il s'agisse des manifestations de Hong Kong ou de l'épidémie actuelle de Covid-19, ces messages ont utilisé des hashtags pour qu'un « compte qui était peu suivi gagne en visibilité ».

Parfois, « les posts peuvent utiliser des hashtags propres au réseau d'influence, sans doute pour essayer de les rendre tendance sur Twitter », ajoute ProPublica.

L'étude a répertorié plusieurs comptes piratés connus, tels qu'un professeur en Caroline du Nord, un étudiant à l'université du Nebraska Omaha, un concepteur de sites web au Royaume-Uni et un analyste commercial australien.

« Il est difficile de savoir si les titulaires actuels de faux comptes ont piraté les comptes eux-mêmes ou les ont achetés ailleurs », indique l'étude.

Certains des comptes examinés par ProPublica ont depuis été suspendus par Twitter.

Des liens vers le régime chinois

ProPublica a montré que Pékin avait une influence sur nombre de ces comptes.

Par exemple, il a souligné que le réseau « a soudainement déplacé son attention vers l'épidémie de coronavirus » le 29 janvier, soit 6 jours plus tard, lorsque les autorités ont imposé un confinement à Wuhan, l'épicentre de l'épidémie de virus.

Le même jour, OneSight, une société de marketing internet basée à Pékin et ayant des liens avec le régime chinois, a annoncé le lancement d'une nouvelle application permettant de suivre les informations liées aux virus et de contribuer à « transmettre la bonne voix de la Chine » au monde.

Le PDG de l'entreprise a auparavant travaillé au département de la propagande internationale de la ville de Pékin. Ses clients incluent des médias d'État et des entreprises favorables au régime, tels que Huawei et Alibaba.

L'année dernière, ProPublica a obtenu une copie d'un contrat remporté par OneSight pour

stimuler le suivi sur Twitter de l'agence de presse publique China News Service. Selon la Fondation Jamestown, l'agence « gère aussi secrètement des organisations médiatiques étrangères ».

Cette agence est la branche médiatique internationale du Bureau des affaires chinoises à l'étranger, un bureau chargé d'influencer les Chinois à l'étranger. Ce bureau est à son tour dirigé par le département du travail du Front uni, un organe du parti qui se consacre à diffuser l'agenda de Pékin à l'intérieur et à l'extérieur de la Chine.

« Notre examen d'un groupe de comptes imbriqués dans nos données a permis de relier l'effort à OneSight », a ajouté ProPublica.

L'étude a noté que le contenu et le comportement des faux comptes étaient similaires à ceux trouvés par l'Institut australien de politique stratégique dans un rapport de 2019. Par exemple, les posts étaient souvent faits pendant les heures de travail à Pékin.

De nombreux posts favorables à Pékin ont été faits par de faux comptes, utilisant le même texte que celui publié par les médias d'État chinois.

« Les textes des commentaires étaient souvent repris mot pour mot des éditoriaux d'État, qui ont longtemps servi de vitrine politique aux agences gouvernementales et aux responsables du parti », a déclaré ProPublica.

Les comptes sont devenus « les

pom-pom girls du gouvernement chinois, appelant les citoyens à s'unir pour soutenir les efforts de lutte contre l'épidémie et les incitant à « dissiper les rumeurs en ligne » ».

De l'argent pour publier des messages

ProPublica a découvert que dans certains cas, des agents chinois ont tenté de soudoyer des utilisateurs chinois influents de Twitter pour publier des messages favorables à Pékin.

L'étude a mis en lumière le cas de Badiuca, un caricaturiste politique chinois vivant en Australie.

Badiuca a déclaré avoir été approché par un compte prétendant être une « société d'échange internationale », qui a offert au dessinateur 1700 yuans (environ 337 dollars canadiens) par Tweet.

Au cours de négociations feintes avec la société, Badiuca a déclaré avoir reçu un échantillon de ce qu'on lui demandait de tweeter : une vidéo de propagande de 15 secondes, montrant que Pékin « a vaincu le coronavirus et que tout est remis sur les rails ».

Badiuca a affirmé être convaincu que cette dernière travaillait pour le régime chinois.

La société n'a finalement pas fourni de contrat à Badiuca, avec l'explication suivante : « Après examen par le client, votre style d'affichage ne correspond pas au thème de promotion. »

Chronologie de la dissimulation par le PCC et

THE EPOCH TIMES

Lorsqu'un journaliste a demandé à la ministre de la Santé, Patty Hajdu, lors d'une conférence de presse, si l'on pouvait se fier au nombre de cas et de décès de la COVID-19 en provenance de Chine, elle a répondu qu'Ottawa n'avait aucune raison de croire que les chiffres de la Chine étaient falsifiés. La question a été soulevée le 2 avril à la lumière d'un article de *Bloomberg* indiquant que des responsables des services de renseignement américains ont informé la Maison-Blanche que Pékin avait caché l'étendue de l'épidémie du virus du PCC en Chine.

Patty Hajdu a déclaré qu'Ottawa compte sur l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour coordonner la collecte de données auprès des autres pays. Lorsque le journaliste a demandé si les chiffres de l'OMS peuvent être fiables si

ceux de la Chine ne le sont pas, la ministre Hajdu a accusé le journaliste d'alimenter des théories de conspiration.

La réponse de Patty Hajdu arrive à un moment où un nombre croissant de reportages montrent que le régime chinois n'a pas été honnête au sujet de l'épidémie, ce qui a fait perdre un temps précieux au monde entier pour lutter contre le virus dès le début de sa propagation, et où les commentateurs critiquent l'OMS pour ses éloges à l'égard de Pékin et pour avoir répété des positions favorables au régime.

Les médias britanniques ont récemment rapporté que le premier ministre Boris Johnson a été informé par des scientifiques que le nombre de cas d'infection pourrait avoir été minimisé par un facteur de 15 à 40 fois.

Et le secrétaire d'État américain Mike Pompeo a déclaré que Pékin avait perdu « des jours précieux au début » de l'épidémie, notant qu'une situation similaire pourrait se re-

produire « si nous ne découvrons pas le fin fond des choses ».

La chronologie ci-dessous retrace les premiers stades de l'épidémie du virus du PCC en Chine et la dissimulation du régime, et contraste certaines des mesures prises par Taïwan et le Canada.

Bien qu'elle soit voisine de la Chine et que sa densité de population soit nettement plus élevée que celle du Canada, Taïwan a enregistré un nombre de cas nettement inférieur à celui du Canada.

En date du 7 avril, le Canada, avec une population de 38 millions d'habitants, comptait environ 18 000 cas confirmés de COVID-19 et plus de 381 décès. Taïwan, avec une population de 24 millions d'habitants, comptait environ 375 cas d'infection et 5 décès.

Les mesures prises par Taïwan pour contrôler la propagation du virus comprennent l'arrêt de tous les voyages en

actions du Canada et de Taïwan

provenance de Chine dans les premiers jours de l'épidémie, l'application d'une quarantaine obligatoire de deux semaines pour tous ceux qui venaient d'entrer à Taïwan et l'utilisation d'une analyse de mégadonnées pour suivre les porteurs potentiels du virus. Les autorités ont également interdit l'exportation de masques et ont pris des mesures rapides pour assurer un approvisionnement régulier en équipements de protection individuelle.

Le Canada a refusé d'imposer des restrictions de voyage à la Chine - ce qui a été salué par Pékin - et jusqu'à récemment, il n'y avait aucune restriction à la frontière canadienne. Les autorités canadiennes ont également expédié 16 tonnes d'équipements de protection individuelle en Chine au début du mois de février, tandis que les professionnels de la santé signalent maintenant une pénurie d'équipements de protection.

Interrogé sur les raisons pour lesquelles le Canada n'imposait pas de restrictions aux voyages en provenance de Chine, Ottawa a cité les conseils des responsables canadiens de la santé et de l'OMS.

L'administratrice en chef de la santé publique du Canada, la D^{re} Theresa Tam, qui a servi à titre de conseillère à l'OMS, a également cité les conseils de l'organisation pour justifier la non-imposition de restrictions de voyage à la Chine : « Le fait d'avoir des mesures qui affectent très négativement un certain pays qui s'efforce de faire de son mieux peut empêcher ce pays de partager à l'avenir quoi que ce soit de manière transparente avec les autres. La Chine a très rapidement diffusé le génome du virus. Qu'en retirent-ils ? Je pense que l'idée est de soutenir la Chine. »

Dans les premiers jours de l'épidémie, l'OMS a déconseillé d'imposer des restrictions de voyage à la Chine, le directeur

général Tedros Adhanom Ghebreyesus exprimant « son respect et sa gratitude à la Chine pour ce qu'elle fait » et déclarant que l'OMS « s'oppose à toute restriction de voyage et de commerce ou à toute autre mesure contre la Chine ».

Wu Se-chih, professeur adjoint au Collège de technologie maritime de Taipei, a déclaré au journal *Epoch Times* que l'OMS « a pris le parti de la Chine » et que cela a eu des conséquences dangereuses.

« La réalité est que la pandémie est devenue grave partout dans le monde », a déclaré M. Wu.

« Nous avons manqué le bateau » pour contenir la COVID-19, affirme un sénateur

MICHAEL WING
THE EPOCH TIMES

Un sénateur conservateur de longue date affirme que le Canada subit maintenant les conséquences d'avoir tardé à fermer la frontière et de ne pas avoir mis en place des procédures strictes de dépistage dans le contexte de la pandémie COVID-19 - mesures qu'il a recommandées au début janvier.

« Je pensais à l'époque - et maintenant l'histoire démontre que j'étais du bon côté - que nous aurions dû créer une bulle pour le Canada dès janvier et protéger nos frontières de l'importation de ce virus », a déclaré Leo Housakos à l'édition anglaise d'*Epoch Times*.

« Je veux dire que c'est assez logique pour essayer de contenir un virus [...] En fin de compte, nous avons manqué le bateau » à cet égard. »

M. Housakos a également ajouté que, dès janvier et février, il était parmi les nombreux parlementaires qui ont demandé la suspension des vols entre le Canada et la Chine - où l'épidémie avait commencé - ainsi que des vols en provenance de l'Iran et de l'Italie, tous deux durement touchés par la pandémie.

« Mais ces appels ont été ignorés par le gouvernement », a-t-il dit. Au début de février, un porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois a félicité Ottawa pour ne pas avoir édicté l'interdiction de voyager comme l'a fait l'administration Trump.

« [Certains] gouvernements occidentaux, pour une raison quelconque, ne veulent pas blesser les sentiments du gouvernement chinois », clame M. Housakos.

Le 16 mars, le premier ministre Justin Trudeau a finalement annoncé que la frontière canadienne serait fermée à tous les ressortissants étrangers, à l'exception des citoyens américains, les vols étant limités à quatre grands aéroports dotés d'une capacité de contrôle adéquate. Le 28 mars, les vols ont été interdits à toute personne présentant des symptômes de la COVID-19.

« Ils ont fait volte-face [...] lorsqu'ils ont réalisé que nous importons en fait le virus par nos aéroports et par des vols non seulement de Chine, et non seulement d'Iran, non seulement d'Italie, mais des plateformes aéroportuaires du monde entier. Parce que les virus, bien sûr, sont très, très fluides et ils sont très, très mobiles, et ils sont très transmissibles », a fait savoir M. Housakos.

« Il y avait une approche laxiste en janvier et février, et il y avait même une approche laxiste à la mi-mars, jusqu'à ce que tout le monde tire la sonnette d'alarme. » Pékin a été abondamment accusé de dissimuler l'épidémie de coronavirus, apparue à Wuhan début décembre, mais qui n'a été publiquement admise par le régime chinois que six semaines plus tard, ce qui a donné au virus le temps de se propager en Chine et dans le monde entier. Les médecins qui ont tenté de mettre en garde contre le danger ont été réduits au silence et faussement accusés de « répandre des rumeurs ».

L'origine du virus est restée jusqu'à présent sans réponse. Pour se disculper de toute responsabilité et éviter les reproches, le Parti communiste chinois (PCC) répand diverses théories, dont la plus récente étant que l'armée américaine a introduit le virus en Chine.

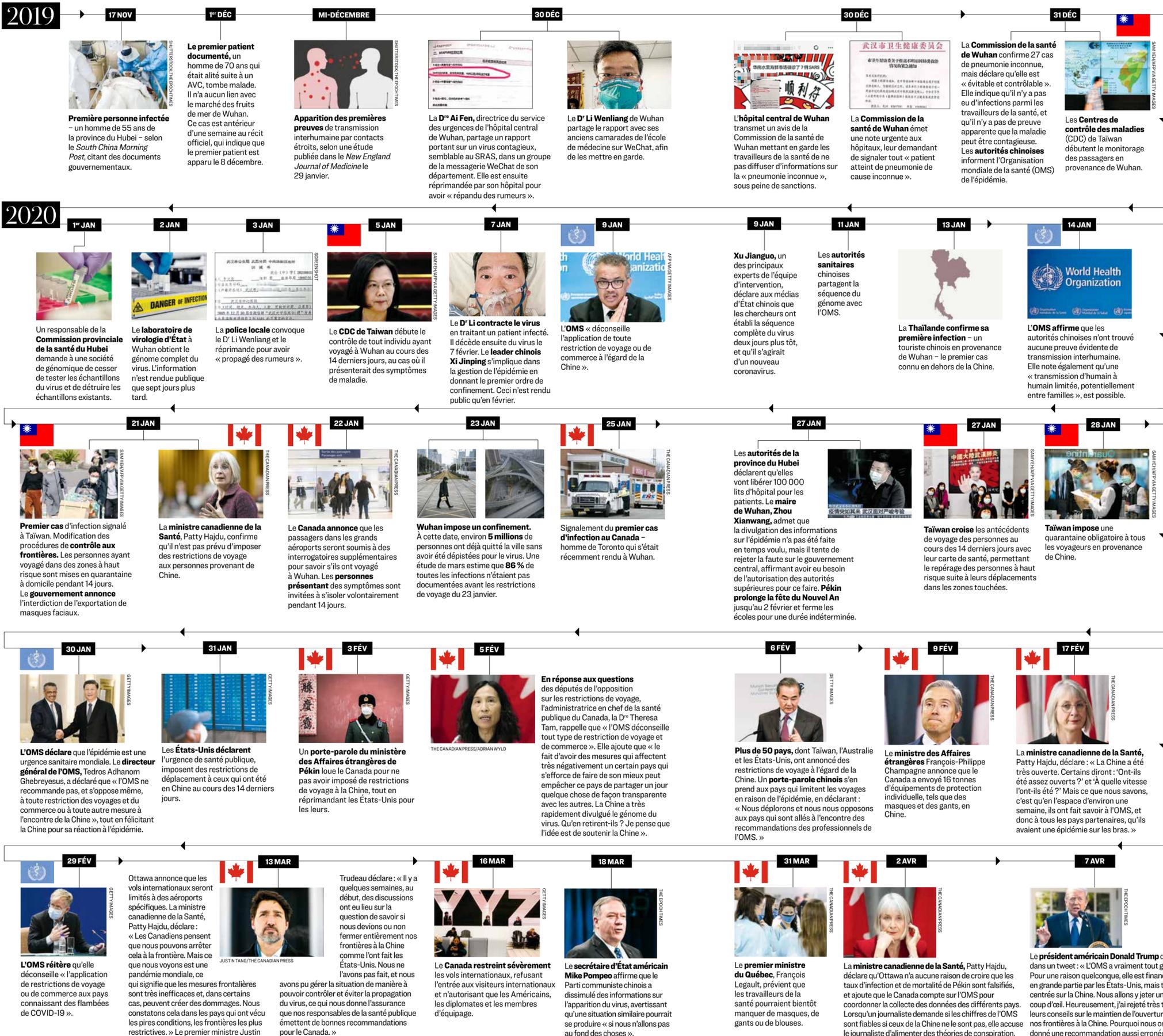
Cela a incité le président américain Donald Trump à repousser cette idée en qualifiant la COVID-19 de « virus chinois ».

Désormais *Epoch Times* appelle le nouveau coronavirus, à l'origine de la maladie COVID-19, le virus du PCC, car la dissimulation et la mauvaise gestion du Parti communiste ont permis au virus de se propager dans toute la Chine et de créer une pandémie mondiale.

« Cette appellation tient le PCC pour responsable de son mépris inconsidéré de la vie humaine et de l'apparition d'une pandémie qui a mis en danger un nombre incalculable de pays dans le monde entier, tout en créant une peur généralisée et en dévastant les économies des nations qui tentent de faire face à cette maladie », souligne un éditorial d'*Epoch Times*.

« La vérité est que vous ne pouvez pas vous fier aux informations qui proviennent de Chine », admet M. Housakos.

« Il ne fait aucun doute que si les Chinois étaient un allié et un partenaire fiable, j'estime que nous aurions été mieux équipés pour comprendre la gravité du problème et que, collectivement, le monde aurait été capable de prendre des mesures pour protéger la population et résoudre le problème. »



ALTA/SHEN/GETTY IMAGES; SHUTTERSTOCK/COOPER HENDERSON/GETTY IMAGES

La pandémie met en évidence les liens étroits entre le régime chinois et les pays les plus touchés

ALBERTO PIZZOLI/AFP VIA GETTY IMAGES

THE EPOCH TIMES
ÉQUIPE ÉDITORIALE

Au cours des dernières semaines de 2019, une nouvelle épidémie de coronavirus s'est déclarée dans la ville de Wuhan, en Chine centrale. Alors que le monde passait à l'année 2020, le Parti communiste chinois (PCC) a choisi de supprimer les informations liées à cette épidémie naissante jusqu'à ce qu'elle ne puisse plus rester cachée.

Deux mois après la découverte par les autorités de la Chine continentale de l'existence de ce virus contagieux, la crise s'est étendue dans le monde entier, prenant des proportions épidémiques dans plusieurs régions. Le nombre de personnes infectées dans le monde a dépassé la barre du million et des dizaines de milliers de personnes ont succombé au virus. Le marché boursier a plongé, alors que les experts prévoient d'une possible récession économique.

Divers facteurs ont facilité la propagation rapide du coronavirus, officiellement appelé SRAS-CoV-2, et de la maladie qu'il provoque, la COVID-19. La mondialisation a rapproché les peuples du monde entier, augmentant les risques de pandémie.

Pourtant, les régions les plus touchées en dehors de la Chine ont toutes un point commun : des relations étroites ou lucratives avec le régime communiste de Pékin.

Crise sanitaire, péril politique

Sous l'influence politique ou économique de la République populaire de Chine (RPC), de nombreuses organisations et politiciens étrangers, y compris des organisations internationales, ont été influencés au point de soutenir le PCC, en s'accommodant du système communiste autoritaire de la Chine et en fermant les yeux sur ses crimes inqualifiables.

Ces dernières décennies, la RPC a considérablement étendu son pouvoir économique et géopolitique. En trompant le monde avec un récit d'« ascension pacifique de la Chine », le régime communiste a attiré les investissements de gouvernements étrangers et d'entreprises internationales sur les marchés chinois en plein essor.

Mais le PCC n'a jamais abandonné son idéologie de lutte des classes et de contrôle totalitaire. Au cours des 30 années qui ont suivi le massacre de la place Tiananmen, du début de la persécution de la pratique spirituelle du Falun Gong en 1999, jusqu'à aujourd'hui avec la répression systématique de toutes les confessions et de toute forme de pensée indépendante, la situation des droits de l'homme en RPC n'a fait qu'empirer.

La véritable nature du PCC et du communisme est connue depuis longtemps par les lecteurs du journal *Epoch Times*. Il y a quinze ans, *Epoch Times* publiait la série éditoriale Neuf commentaires sur le Parti communiste, qui a impulsé en Chine un mouvement populaire de rejet du communisme. Depuis 2004, plus de 350 millions de personnes ont renoncé à leurs liens avec le Parti communiste chinois et ses organisations de jeunesse affiliées.

Entrevue à travers l'environnement géopolitique actuel, la répartition géographique de ce que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) appelle désormais une pandémie met en évidence le péril ultime auquel sont confrontés ceux qui se sont alignés avec le communisme chinois.

En dehors de la Chine, la propagation du coronavirus a été plus sévère en Italie, en Iran, en Corée du Sud, en France et au Japon. Tous ces pays ne sont pas situés près de la Chine, mais ils ont tous des intérêts importants en RPC.

En date du 10 mars, l'Italie, qui était le pays le plus touché en dehors de la Chine, a été le premier (et le seul) pays du G7 à signer l'initiative « Nouvelle route de la soie » de la RPC (« One Belt, One Road »). Pour soutenir son économie affaiblie, l'Italie a également cherché à conquérir le marché chinois pour vendre ses produits de luxe.

L'épidémie obligeant maintenant Rome à mettre le pays en quarantaine, ces perspectives ont été interrompues.

L'Italie a également signé des dizaines d'accords de jumelage avec la Chine, incluant les villes de Milan, Venise et Bergame. Ce sont les régions les plus touchées par le virus.

Au Moyen-Orient, l'Iran a vu le nombre d'infections augmenter, en particulier parmi les responsables d'État.

Le régime iranien entretient un partenariat stratégique global avec la Chine depuis 2016, et ses liens avec Pékin ont commencé bien avant. En infraction aux sanctions internationales, l'Iran a importé de Chine du matériel sous embargo, tout en continuant à lui vendre du pétrole. La République islamique a autorisé les vols à destination et en provenance de quatre grandes villes chinoises jusqu'à la fin du mois de février.

Les images prises sur le terrain par des citoyens iraniens rappellent la tragédie de Wuhan : personnel médical surmené, patients désespérés et sacs mortuaires qui tapissent le sol des hôpitaux.

En Corée du Sud, la population



▲ Une personne portant un masque respiratoire pour se protéger du virus du PCC passe devant le Colisée fermé à Rome, en Italie, le 10 mars 2020.

est de plus en plus critique à l'égard du président Moon Jae-in qui refuse d'interdire la circulation des touristes chinois et qui se contente d'interdire l'entrée à ceux qui se sont récemment rendus dans la province du Hubei, l'épicentre de l'épidémie en Chine.

Plus de 1,4 million de citoyens ont signé une pétition adressée à la Maison Bleue présidentielle demandant la destitution du président. On peut lire : « En voyant la réaction de Moon Jae-in face à la nouvelle épidémie, nous avons le sentiment qu'il est davantage un président pour la Chine que pour la Corée. »

Les leçons de l'histoire

Malgré sa proximité avec la Chine continentale et l'importance de ses échanges commerciaux avec elle, Taïwan a connu un nombre relativement faible d'infections.

Le 26 janvier, l'Université John Hopkins a identifié Taïwan comme étant le deuxième pays en dehors de la Chine ayant le risque de propagation le plus élevé. Cependant, de robustes mesures de prévention se sont avérées efficaces.

Les autorités taïwanaises ont commencé à procéder à la vérification des passagers le 31 décembre 2019, lorsque les autorités de Wuhan ont confirmé l'épidémie. Début février, Taïwan a interdit l'entrée aux ressortissants étrangers venus de la RPC. Le 8 avril, il n'y a plus que 379 cas de contamination confirmés à Taïwan. L'île autonome a été considérée comme un modèle en matière de contrôle de l'épidémie, bien qu'on lui ait refusé à plusieurs reprises la participation à l'OMS, amie du PCC.

Comme l'a dit le commentateur des affaires chinoises Heng He, Taïwan a une compréhension claire du régime

communiste et est peut-être le seul État à avoir tiré les leçons de l'épidémie de SRAS de 2003, qui avait également débuté en Chine.

À Hong Kong, qui a vu des millions d'habitants s'opposer à la mainmise de Pékin sur les libertés et l'État de droit de la ville depuis l'année dernière, l'épidémie a été tout aussi modérée.

En revanche, le Japon, bien que n'étant pas géostratégiquement aligné avec la RPC, a placé le profit au-dessus de la prudence. Des millions de Chinois se rendent chaque année au Japon pour y faire du magasinage et du tourisme, le Japon a tardé à fermer ses frontières aux visiteurs en provenance de Chine continentale.

Récemment, le PCC a tenté de présenter sa gestion draconienne de l'épidémie du coronavirus comme un triomphe du système autoritaire du Parti. Or le bilan historique de la Chine est plus sombre. Au fil des siècles, les pestes et autres calamités ont annoncé la chute des dynasties impériales.

En prenant l'histoire comme miroir, comme le faisaient les anciens érudits chinois, il est évident que la pandémie de coronavirus est une calamité liée au PCC et à ses 70 ans de règne brutal. Aujourd'hui, le monde est une communauté interconnectée. Tout pays, communauté ou organisation qui se tient trop près du PCC et tombe dans le piège de sa tromperie en goûtera ses fruits amers.

Epoch Times qualifie le nouveau coronavirus, qui provoque la maladie COVID-19, de virus du PCC parce que la dissimulation et la mauvaise gestion du Parti communiste chinois ont permis au virus de se propager dans toute la Chine et de créer une pandémie mondiale.

Au fil des siècles, les pestes et autres calamités ont annoncé la chute des dynasties impériales.

Un législateur américain demande un procès contre la Chine devant la Cour internationale pour avoir dissimulé l'épidémie

FRANK FANG
THE EPOCH TIMES

Le membre du Congrès américain Jim Banks demande au Département d'État de saisir la Cour internationale de justice (CIJ) des Nations unies d'une plainte contre la Chine pour mauvaise gestion de la pandémie par le régime.

« Si les dirigeants chinois n'avaient pas été embarrassés par l'épidémie et n'avaient pas essayé de dissimuler sa propagation, le monde aurait peut-être eu une meilleure chance de s'y préparer ou même de la contenir à Wuhan ou en Chine. Au lieu de cela, nous faisons maintenant face à une pandémie », a déclaré M. Banks dans un communiqué du 8 avril.

Le membre républicain du Congrès a cité des exemples où les autorités chinoises ont fait taire les médecins et les journalistes fin décembre lorsqu'ils ont tenté de mettre en garde le public contre une nouvelle forme de pneumonie.

L'ophtalmologue chinois Li Wenliang est l'exemple le plus connu. Au début janvier, après avoir publié un message sur la nouvelle pneumonie dans les médias sociaux chinois, le docteur Li a été convoqué dans un poste de police pour avoir « propagé des rumeurs » et a été contraint de signer des « aveux ».

Le docteur Li est mort le mois suivant, après avoir contracté le virus du PCC (Parti com-



Le membre du Congrès américain Jim Banks sur la colline du Capitole le 27 mars 2019

muniste chinois), communément appelé le nouveau coronavirus, d'un patient infecté.

Un autre faux pas s'est produit le 31 décembre de l'année dernière, lorsque la Commission sanitaire municipale de Wuhan a déclaré à tort que la maladie était une « grippe saisonnière » sans risque de transmission d'humain à humain. Les autorités ont affirmé que le virus était « évitable et contrôlable ».

Le 14 janvier, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a répété l'affirmation de Pékin selon laquelle il n'y avait « aucune preuve évidente de transmission d'humain à humain » du virus.

« La Chine porte l'essentiel de cette responsabilité. Plutôt que de succomber à la propagande et à la manipulation des fonctionnaires chinois, le monde doit les tenir pour responsables de la mauvaise gestion de cette épidémie. Si les Nations unies ne peuvent même pas faire cela, elles ont complètement perdu leur raison d'être », a déclaré M. Banks.

Projet de loi pour permettre des poursuites potentielles

Entre-temps, un autre membre républicain du Congrès a présenté un projet de loi qui permettrait aux Américains d'intenter plus facilement des poursuites contre le régime chinois pour son rôle dans la pandémie mondiale.

Le régime bénéficie actuellement d'une protection contre les poursuites judiciaires intentées devant les tribunaux américains en vertu de la doctrine de l'immunité souveraine, une règle juridique qui empêche les pays d'être poursuivis devant les tribunaux d'autres pays. Il existe toutefois des exceptions à cette règle, qui sont prévues par la loi sur les immunités souveraines étrangères (Foreign Sovereign Immunities Act, FSIA).

La « Stop COVID Act », introduite par le représentant Lance Gooden, amenderait la FSIA pour prévoir une autre exception à l'immunité pour tout État qui est reconnu avoir

« intentionnellement ou non, libéré une arme biologique [...] aux États-Unis ou qu'une telle action entraîne des dommages corporels pour un citoyen américain ».

« La "Stop COVID Act" donnera à notre système juridique le pouvoir d'enquêter sur l'origine du virus et, si reconnu coupable, de tenir pour responsables ceux qui l'ont créé et libéré », a déclaré M. Gooden dans un communiqué de presse.

La loi permettrait au Département américain de la justice d'enquêter sur l'origine du virus et de déposer des plaintes contre le régime chinois aux États-Unis, selon le communiqué.

Plusieurs procès ont déjà été intentés aux États-Unis devant des tribunaux nationaux contre le régime chinois, afin de le tenir pour responsable des dommages que le virus du PCC a causés aux Américains.

L'un d'eux est une action collective intentée par le cabinet d'avocats de Floride, The Beriman Law Group, en mars. Dans une déclaration publiée conjointement le 3 avril avec le cabinet de lobbying Lucas Compton, basé à Washington et chargé des relations publiques pour cette action, le cabinet salue le projet de loi de M. Gooden, déclarant qu'il « apporterait des munitions supplémentaires à notre position juridique ».

Avec ses nombreux liens avec le régime chinois, New York devient l'épicentre américain du virus du PCC

TIAN YUN

THE EPOCH TIMES

Opinion

Les éclosons du virus du PCC dans le monde sont fortement corrélées aux liens que ces régions atteintes entretiennent avec le régime communiste chinois.

Aux États-Unis, la situation de l'épidémie dans l'État de Washington – connu comme étant le point d'entrée principal de marchandises en provenance de la République populaire de Chine (RPC) après que les États-Unis ont établi des relations diplomatiques avec Pékin à la fin des années 1970 – était la plus critique en date du 16 mars, l'État comptait alors plus de 900 cas sur les 4300 cas confirmés aux États-Unis.

Le premier cas confirmé du virus du PCC – également appelé le nouveau coronavirus – est apparu à Washington le 21 janvier. Il s'agissait d'un homme vivant près de Seattle qui avait contracté la maladie lors d'un voyage à Wuhan, où la pandémie a débuté.

Cependant, depuis la mi-mars, le nombre de cas confirmés à Washington a été largement dépassé par l'État de New York. Le 20 mars, le gouverneur de l'État de New York, Andrew Cuomo, a annoncé un plan en dix points visant à mettre « l'État de New York sur PAUSE ».

Au moment d'écrire ces lignes, plus de 220 000 New-Yorkais sont atteints, ce qui représente un tiers des 670 000 cas recensés dans tout le pays. Le 29 mars, le nombre de décès dans cet État a dépassé le cap du millier et se chiffre maintenant à plus de 16 000 décès.

Rougir la « Grosse pomme »

Les premières éclosons du virus du PCC en dehors de Chine ont été plus prononcées dans les pays ayant des relations économiques ou stratégiques importantes avec la RPC, tels que l'Italie, l'Iran et la Corée du Sud. Séduits par les avantages commerciaux ou ayant cédé à la pression de Pékin, les gouvernements et responsables de plusieurs régions ont adopté des positions accommodantes, voire favorables au régime chinois.

Ces gouvernements et responsables ont probablement été enclins à accepter la propagande du PCC au sujet du virus et ont tardé à mettre en place des mesures préventives, accroissant la vulnérabilité de ces pays lors des premières phases critiques de l'épidémie.

Au cours des dernières décennies, le PCC a établi un formidable réseau de « soft power » à New York. Après l'Amérique du Nord, la Chine est le plus grand partenaire commercial de l'État de New York et la RPC (incluant Hong Kong) constitue le plus grand marché d'exportation de l'État. Les investissements bilatéraux sont tout aussi importants, New York étant l'une des principales destinations des capitaux chinois.

L'important volume commercial et d'investissement entre New York et la Chine s'est fait ressentir sur la politique et la société new-yorkaises – allant d'attitudes favorables à la RPC de la part d'élus jusqu'à une subversion progressive de la communauté sino-américaine new-yorkaise par Pékin. Par extension, étant donné l'importance économique et culturelle de New York aux États-Unis, l'influence de la RPC à New York s'est également fait ressentir dans le reste du pays.

Mettre le capital au service du Parti communiste

Le Wall Street est l'un des principaux canaux par lesquels la RPC exerce son « soft power » à l'étranger, et joue depuis longtemps à la « colombe » en influençant la politique de Washington à l'égard de la Chine.

En 1999, Zhu Rongji, alors premier ministre de la RPC, s'est rendu à New York, où il a rencontré un certain nombre de dirigeants de Wall Street pour discuter de l'adhésion potentielle de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le président Bill Clinton a ensuite soutenu



Au milieu de la pandémie de COVID-19, le Times Square était vide à New York le 13 avril 2020.

l'entrée de Pékin dans l'OMC, à laquelle elle a adhéré en décembre 2001. Les relations économiques ont continué à se renforcer à mesure que les États-Unis se sont engagés dans la guerre contre le terrorisme.

Robert Kuhn, cadre financier et figure intellectuelle publique, a vu ses écrits publiés dans de nombreux médias d'État chinois. En 2005, M. Kuhn a publié une biographie flatteuse de l'ancien dirigeant de la RPC, Jiang Zemin, malgré les graves crimes contre l'humanité qu'il a commis et malgré sa politique de « faire fortune tout en gardant un profil bas » qui a encouragé la corruption à une échelle sans précédent.

Plus tard, la pression exercée par les lobbys de Wall Street a influencé les décisions des présidents George Bush et Barack Obama de retirer la Chine de la liste des pays manipulant leurs monnaies. En août 2019, à la suite d'une escalade de la guerre commerciale sino-américaine, l'administration Trump a de nouveau déclaré la RPC manipulatrice de sa monnaie.

Le 25 avril 2019, dans un discours prononcé devant le « comité sur l'actuel danger : la Chine », le président de l'Institut d'études sur la sécurité de Prague, Roger W. Robinson Jr., a mis en garde contre le degré inquiétant de pénétration du PCC sur le marché financier américain.

M. Robinson a fait remarquer que plus de 1000 entreprises chinoises étaient cotées sur les trois principales places boursières américaines, dont plus de 650 entreprises basées en RPC étaient cotées à la bourse de New York seulement. Il s'agit notamment de sociétés d'État chinoises, dont beaucoup sont impliquées dans des violations des droits de l'homme, la surveillance de masse et l'industrie militaire du PCC. En étant cotées dans les indices boursiers américains, ces entreprises reçoivent des investissements via les portefeuilles boursiers de millions d'Américains.

Acheter le pouvoir politique

Les percées économiques chinoises ont donné au PCC de nombreuses occasions de gagner des alliés politiques à travers les États-Unis, en particulier dans des régions importantes comme New York.

Le 11 avril 2016, la lieutenant-gouverneure de New York, Kathy Hochul, et le représentant adjoint du ministère du Commerce de la République populaire de Chine (RPC) pour le commerce international, Zhang Xiangchen, ont signé un protocole d'accord pour établir officiellement la coopération entre des provinces chinoises et l'État de New York en matière de commerce et d'investissement. L'accord lie New York à six provinces chinoises sur diverses formes d'échanges économiques et industriels.

En novembre 2017, le gouverneur de l'État de New York, Andrew Cuomo, a reçu le prix « Blue Cloud » de la China Institute, une organisation qui porte les couleurs de la RPC, et dont le siège est à Manhattan. Mme Hochul a déclaré à l'époque que le gouverneur Cuomo « a vraiment fait de cette relation [entre la Chine et New York] l'une de ses grandes priorités », selon le média du PCC, Xinhua.

En juin 2019, le Sénat de l'État de New York a adopté une résolution dési-

gnant le 1^{er} octobre – qui est la date de la fondation du régime communiste en 1949 – comme « Journée de la Chine », afin de commémorer les contributions des Chinois de souche à New York. Un porte-parole du ministère des Affaires étrangères de la RPC a qualifié cette initiative de développement « positif ».

Lors d'une réception organisée le 16 septembre par le consulat de Chine à New York pour commémorer le 70^e anniversaire de la fondation de la RPC, le consul général Huang Ping a fait l'éloge du « socialisme à caractère chinois » et a condamné la guerre commerciale en cours entre les États-Unis et la Chine qui aurait nui aux perspectives économiques des deux pays. De nombreux politiciens, entrepreneurs et représentants de la diaspora chinoise de New York étaient présents.

Remodeler la société et l'environnement médiatique

Jusqu'au milieu des années 1980, les plus importantes organisations sino-américaines à New York étaient alignées sur [les politiques] de Taïwan, officiellement connue sous le nom de « République de Chine ». Mais lorsque la Chine continentale a commencé à dominer le paysage économique et diplomatique de New York, le drapeau au ciel bleu et au soleil blanc de Taïwan, a graduellement disparu des quartiers chinois pour être remplacé par le drapeau rouge à cinq étoiles de la RPC.

Les organisations du PCC à New York ont établi des liens avec les gangs de la triade (puissante mafia chinoise) locale, et permettent même parfois au Parti d'étendre sa répression politique aux États-Unis.

En 1999, le PCC a lancé une sévère persécution de la pratique spirituelle du Falun Gong [en Chine] et de ses dizaines de millions de pratiquants. Cette campagne meurtrière se poursuit encore aujourd'hui.

Depuis plus d'une décennie, des groupes liés à la Commission extrajudiciaire du Parti communiste chargée de superviser la persécution du Falun Gong diffusent des discours de haine contre cette pratique dans les quartiers chinois de New York. Certains individus de ces groupes ont été poursuivis pour avoir agressé physiquement des pratiquants locaux de Falun Gong.

Depuis le début des années 1990, au moment où le quotidien de langue chinoise lié à l'État, *China Press*, a été fondé pour servir les lecteurs chinois à l'étranger, le PCC a intensifié ses efforts de propagande internationale, en y investissant plusieurs milliards de dollars dans le cadre de ce qu'il a officiellement appelé son « Grand plan de propagande extérieure ».

En 2010, l'agence de presse Xinhua a lancé une chaîne de télévision anglophone, CNC World, fonctionnant 24 heures sur 24. En août 2011, Xinhua a investi plusieurs centaines de milliers de dollars pour faire paraître une publicité au Times Square. À l'époque, le président de Sherwood Outdoor Advertising Co., Brian Turner, a déclaré espérer que louer cet espace d'écran à Xinhua encouragerait d'autres marques chinoises à faire de la publicité au Times Square.

Prise en compte de la ligne du Parti

L'efficacité de la propagande du PCC auprès des Chinois à l'étranger est facilement perceptible. Des milliers de Chinois résidant à l'étranger ont acheté des billets d'avion pour rentrer en Chine, convaincus par le dernier récit du Parti selon lequel les États-Unis – et non plus la « mère patrie » chinoise – sont le nouvel épicentre du virus.

Ayant longtemps servi de porte d'entrée à l'Amérique pour les immigrants et le transport maritime, New York semble particulièrement vulnérable à la propagation du virus. Le 25 mars, le gouverneur Cuomo a déclaré que New York « a plus de cas que les autres États américains [...] parce que nous accueillons des gens du monde entier, et que nous vivons, nous nous déplaçons, nous communiquons et faisons tant d'autres choses proches les uns des autres ».

Mais concernant la pandémie du virus du PCC, la mondialisation n'est pas le seul facteur à considérer.

La vigilance et le réalisme dont font preuve Taïwan et Hong Kong à l'égard du régime de la Chine continentale ne sont pas de petites vaccinations pour se protéger de la pandémie. Malgré leur proximité géographique et leurs importants liens commerciaux avec la Chine continentale, ces deux régions n'ont pas tardé à prendre les mesures nécessaires pour freiner la propagation du virus. Au début du mois d'avril, le nombre d'infections dans ces deux territoires se comptait par centaines.

En Corée du Sud, les autorités ont tardé à réduire les échanges commerciaux et les voyages avec la Chine. Cependant, la population a rapidement pris conscience de l'épidémie et de sa gravité. En janvier, les Coréens ont été nombreux à visionner et partager des vidéos exposant la sombre situation de Wuhan, l'épicentre de l'épidémie. Des millions de personnes ont critiqué le président Moon Jae-in pour avoir placé les affaires du pays au-dessus de la santé publique nationale.

Bien que la situation de l'épidémie en Corée du Sud ait été initialement l'une des pires en dehors de la Chine, la conscientisation du public, conjuguée à la pression populaire et à la coopération civique semblent avoir permis de contenir le virus.

Pourtant, cette vigilance semble faire cruellement défaut dans l'État de New York, alors même que le PCC fait la promotion de son soi-disant succès à avoir contrôlé la maladie en Chine, et dépeint la réponse américaine à l'épidémie comme l'incarnation de l'incompétence administrative. Ce récit est renforcé par de nombreux médias occidentaux, qui rapportent notamment les chiffres officiels de la RPC sur les cas confirmés et les décès.

Le 18 mars, le *New York Times* a publié un article intitulé « Its Coronavirus Cases Dwindling, China Turns Focus Outward » (Ses cas de coronavirus diminuant, la Chine se tourne vers l'extérieur).

Le sous-titre de l'article fait écho à la propagande du PCC : « Beijing is mounting a humanitarian aid blitz in countries struggling with their own outbreaks. In doing so, it's stepping into a role the West once dominated » (Pékin organise un blitz d'aide humanitaire dans des pays aux prises avec leur propre épidémie. Ce faisant, il s'engage dans un rôle que l'Occident dominait autrefois).

Un éditorial du 19 mars du *Washington Examiner* a critiqué le rapport du *Times* comme étant peut-être « l'élément de désinformation chinois le plus honteux publié par une salle de presse aux États-Unis depuis le début de l'épidémie de COVID-19 ».

« L'article confirme l'affirmation de la Chine selon laquelle le nombre de cas quotidiens de coronavirus se compte maintenant "à un chiffre" », note le *Washington Examiner*. « Aucune tentative n'est faite pour vérifier ces chiffres. [...] Avec les médias agissant ainsi, qui a besoin du Département de la publicité du Parti communiste de la Chine ? »

LA CRISE EN CHINE NOUS AFFECTE TOUS

QUE FAIRE POUR CRÉER UN CHANGEMENT POSITIF ?

APPRENEZ-EN DAVANTAGE SUR LA DISSIMULATION QUI A CONDUIT À LA PANDÉMIE ET SUR CE QU'IL EST POSSIBLE DE FAIRE MAINTENANT

CCPVirusTruth.com (en anglais seulement)

THE
EPOCH
TIMES

VÉRITÉ et TRADITION

Les milliers d'urnes d'un funérarium de Wuhan alimentent le scepticisme à l'égard des chiffres officiels

CATHY HE
THE EPOCH TIMES

Fin mars et début avril, des milliers d'urnes funéraires ont été livrées à un funérarium de l'épicentre du virus à Wuhan, alors que les gens commençaient à récupérer les restes de leurs proches ; cela remet encore plus en question l'ampleur réelle de l'épidémie à Wuhan et en Chine.

Depuis le 23 mars, les familles de ceux qui sont morts du virus du PCC ont été autorisées à récupérer les restes incinérés de leurs proches dans sept entreprises funéraires gérées par les autorités. Depuis lors, des photos de longues files d'attente devant une maison funéraire ont circulé sur les réseaux sociaux chinois - et ont été rapidement supprimées par les censeurs du régime.

Dans l'un de ces établissements, les pompes funèbres Hankou, des camions ont livré environ 2500 urnes mercredi et jeudi (26 et 27 mars), a rapporté le magazine financier chinois *Caixin*. Une photo publiée par le média montre 3500 urnes empilées par les employés à l'intérieur de l'établissement.

Certaines familles ont dit à *Caixin* qu'elles ont dû faire la queue pendant cinq heures pour récupérer les cendres.

Le funérarium Hankou a déclaré qu'il s'efforcerait de remettre 500 urnes funéraires par jour, selon la plateforme chinoise d'information Toutiao. La maison funéraire espère terminer la tâche d'ici le jour du nettoyage des tombes le 4 avril, une fête traditionnelle chinoise où les gens se rendent sur les tombes de leurs ancêtres.

Lorsque *Caixin* a contacté les



Le personnel médical portant des vêtements de protection arrive avec un patient à l'hôpital de la Croix-Rouge de Wuhan à Wuhan, en Chine, le 25 janvier 2020.

Dans l'un de ces établissements, des camions ont livré environ 2500 urnes les 26 et 27 mars.

pompes funèbres de Wuhan, les employés de six d'entre elles ont répondu au téléphone en disant soit qu'ils n'avaient pas d'informations sur le nombre d'urnes à récupérer, soit qu'ils n'étaient pas autorisés à divulguer les chiffres.

Jusqu'à la mi-avril, les autorités chinoises ont fait état de plus de 2500 décès à Wuhan, où le virus est apparu pour la première fois, puis le 17 avril, elles l'ont révisé à plus de 3800.

Cependant, les experts et la population locale sont depuis longtemps sceptiques quant aux chiffres officiels de la Chine compte tenu de la dissimulation initiale de l'épidémie par Pékin, de la surcharge du système de

santé de Wuhan, qui a empêché de nombreuses personnes d'être dépistées et traitées, et de plusieurs changements dans la façon dont les infections ont été officiellement comptées.

Au début du mois de février, *Epoch Times* a mené une enquête sous couverture, en appelant les pompes funèbres de Wuhan afin de se rendre compte du véritable bilan de l'épidémie.

À l'époque, la maison funéraire Hankou a confirmé que son crématorium utilisait 20 fours pour incinérer les corps 24 heures sur 24. Cette augmentation soudaine du nombre de crémations laisse supposer que les décès attribuables au virus du PCC

étaient plus nombreux que ce qui avait été officiellement rapporté.

Les responsables d'autres maisons funéraires de la ville ont également décrit des hausses brutales du nombre de corps reçus pour être incinérés. Un employé des pompes funèbres Caidian, situées dans une banlieue de Wuhan, a également déclaré à *Epoch Times* qu'il fallait au moins 100 sacs mortuaires par jour.

M. Ding, un habitant de Wuhan qui a perdu sa mère décédée du virus, n'a pas encore récupéré ses restes. Il a déclaré à l'édition chinoise d'*Epoch Times* que les autorités de son district local ont déclaré qu'elles aideraient les familles à remplir les papiers, les dispenseraient des frais de gestion et du coût des urnes funéraires, et réduiraient le coût des terrains d'inhumation, à condition que le tout soit bouclé avant le jour du nettoyage des tombes. Après cette date, cette aide ne pouvait plus être garantie.

Il a critiqué les autorités pour avoir forcé les familles à régler les obsèques dans de très courts délais, d'autant plus qu'aucune cérémonie ou rite funéraire n'est autorisé. « Comment puis-je accepter cela ? » a déclaré M. Ding.

Il a déclaré que si les autorités pouvaient « reconnaître la faute et accepter la responsabilité », alors ce serait « la plus grande consolation pour les familles des défunts, et cela reviendrait à rendre hommage aux morts ».

Epoch Times désigne le nouveau coronavirus, qui est à l'origine de la maladie COVID-19, comme le virus du PCC parce que la dissimulation et la mauvaise gestion du Parti communiste chinois ont permis au virus de se propager dans toute la Chine et de créer une pandémie mondiale.

THE
EPOCH
TIMES

VÉRITÉ et TRADITION

LES MENSONGES TUENT, LA VÉRITÉ SAUVE

LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS A MIS LE MONDE EN DANGER.

La dissimulation par le Parti communiste chinois a conduit à une pandémie qui menace aujourd'hui la vie des gens dans le monde entier.

Ne vous laissez pas tromper,
tenez-vous, ainsi que votre famille, vraiment informé.

ESSAYEZ EPOCH TIMES UN MOIS POUR 1 \$*
INSCRIVEZ-VOUS DÈS AUJOURD'HUI

* Cette offre est disponible seulement pour l'édition papier anglophone.
Pour accéder aux articles en français, rendez-vous au fr.theepochtimes.com.

Application gratuite

ReadEpoch.ca

1-800-766-0157